

Corruption, austérité : seule l'organisation de notre classe pour lutter pourra les arrêter.

Petits arrangements entre politiciens...

L'actualité politique a été marquée par les problèmes de corruption dans le pays. Les médias suivent attentivement les événements, plus souvent d'un point de vue technique ou procédural que sur le fond, la corruption dans le système capitaliste et l'impunité des politiciens.

Le fait est que presque tous les partis politiques, représentés au parlement, ont eu des cadres et des militants liés aux scandales de corruption, à différents niveaux et sous différentes formes : trafic d'influence, financements douteux, emplois fictifs, jetons et salaires, etc. Ils ont tous participé ou laissé faire, et cela était, en fait, une pratique courante pour les mandataires et représentants politiques.

L'affaire du Samu social a été, pour la population, la goutte qui a fait déborder le vase... On volait l'argent destiné aux plus démunis, les sans-abri. L'ensemble de partis traditionnels, ceux qui ont toujours participé aux différents niveaux du pouvoir, se sont alors manifesté contre « cette corruption » et ont demandé justice et plus de transparence, après plusieurs années d'indifférence, de silence ou de complicité.

Difficile de s'étonner de telles pratiques. Ces scandales de corruption, et le fonctionnement des institutions sociales et politiques, ne sont pas la marque d'un parti ou d'un autre. C'est un système basé sur l'enrichissement individuel, par tous les moyens, et qui ne peut conduire qu'aux abus, à la corruption ou au pillage, sans tenir compte des conséquences sur l'ensemble de la population.

Toutes ces « affaires » se déroulent alors que ces mêmes partis appliquent des mesures d'austérité pour les travailleurs, ce qui crée un juste rejet et de la méfiance de la population envers ces formations politiques. Cette méfiance s'est d'abord manifesté dans l'émergence de mouvements citoyens, comme Toute Autre Chose, Nuit Debout, etc., qui n'ont pas eu une longue histoire. Les sondages montrent régulièrement cette méfiance envers les partis traditionnels



et les institutions. Actuellement, tous partis confondus, y compris le PTB, jouent à la course dans les sondages. L'objectif, c'est de plaire à l'électeur.

Un système irréformable

Si aujourd'hui ces partis traditionnels s'empressent de faire des déclarations et des propositions, des initiatives, comme les « panels citoyens », les consultations populaires, sont aussi mis en place. Mais cela nous permet seulement de nous exprimer par internet ou de nous réunir le samedi, pour ne pas déranger le « vrai travail » des politiciens, et sans pouvoir discuter sur le fond des problèmes.

Nous ne pouvons pas accepter toutes ces manœuvres politiques totalement antidémocratiques entre le MR, CDH, PS et Défi. Et un changement de majorité dans les gouvernements fédérés ne va pas changer notre situation. Tous ces partis ont le même objectif : garantir au patronat le plus de bénéfices. C'est seulement en mettant fin à cette logique capitaliste que notre classe trouvera une solution au mécontentement de la population, qui subit toutes les politiques d'austérité et voit gonfler les salaires des patrons et de leurs représentants aux gouvernements.

Il faut dénoncer ces pratiques, mais aussi réclamer justice : il faut qu'ils rendent cet argent, et que les fraudeurs,

les pilleurs des budgets publics soient condamnés !

Pendant ce temps-là...

Mais ce tapage médiatique sur les « affaires » ne doit pas nous faire oublier les autres sujets d'actualité, très peu diffusés par les médias. Ainsi, le gouvernement a fait une série de réformes, et d'autres se préparent, dans le plus grand silence, en comptant sur la complicité des médias et des directions syndicales.

Il y a l'application de la semaine des 45 h, la création de mini-jobs, l'avancée du service minimum. Ces mesures préparent à une plus grande exploitation des travailleurs et les attaques au droit de grève nous lient les mains dans le dos.. Et tandis que le gouvernement nous attaque, il rémunère grassement les patrons en leur donnant 12 milliards de cadeaux fiscaux, l'équivalent de ce qu'ils doivent payer comme impôts à l'Etat.

Nos directions syndicales face aux luttes

Face à ce climat, les luttes se développent un peu partout, que cela soit dans le secteur privé, comme avec la lutte des employés de Sports Direct, ceux de Volvo, les bagagistes de Swissport ; ou ceux du public comme les travailleurs des CPAS de Schaerbeek, Jette et Ixelles. Ces quelques exemples

reflètent des luttes qui partent souvent de la base, sans plan établi des directions syndicales

Face à la grogne légitime, les directions syndicales de la CGSP (syndicat des services publiques de la FGTB) ont convoqué une journée de grève générale dans les services publics ce 10 octobre. Cet appel a été suivi par de nombreux secteurs, dans le public (cheminots, TEC, postes, administrations, hôpitaux,...), mais aussi dans le privé. La centrale wallonne des métallos a rejoint le mouvement, tout comme le Setca. Malgré la division syndicale imposée par en haut (la CSC n'appelle pas à la grève), à la base, dans certains lieux de travail, les travailleurs seront en grève quel que soit leur syndicat. Et c'est une très bonne nouvelle, cela montre que la base veut l'unité et est capable de l'imposer.

Un jour, ça ne sert à rien ?

Nous partageons l'opinion de nombreux travailleurs : « une grève d'un jour, ça ne sert à rien ! ». Effectivement, cela ne fera certainement pas reculer le gouvernement. Mais cela peut nous faire avancer, nous, dans notre organisation, dans la pratique de la lutte. C'est pourquoi nous devons tout faire pour réussir cette grève, et en faire le bilan par la suite. Nous devons en préparer d'autres, en mettant la pression pour que nos délégations, sections et régionales convoquent d'autres journées de grèves qui s'inscrivent dans un plan d'action cohérents avec un objectif clair : obtenir des victoires contre les gouvernements fédéral et régionaux.

Mais nous ne devons pas avoir d'illusion sur la volonté de nombreux dirigeants et responsables syndicaux. Ils font de grands discours enflammés aujourd'hui mais demain, c'est nous qui

retournerons au travail, sans avoir rien gagné si nous ne faisons que des grèves ponctuelles. Ils s'agitent, non pour engranger des victoires, mais parce qu'ils sont mis sous pression et parce que, petit à petit, les élections approchent... C'est pourquoi nous devons dénoncer l'inaction de ces dirigeants et l'insuffisance totale de réponse.

Par cette inaction, les responsables fédéraux ont laissé approuver l'annualisation du temps du travail (les 45 h), le service minimum, etc...



Le secrétaire général de la FGTB Wallonne, Thierry Bodson, s'entretient déjà avec des dirigeants de partis pour discuter de la position syndicale pour les élections communales qui auront lieu en octobre 2018. Mais il ne parle pas de comment arrêter l'application des réformes en cours. Il ne se prononce pas pour mobiliser le 10 octobre. Les dirigeants syndicaux ne répondent plus aux besoins des travailleurs et se centrent sur des perspectives électorales.

Les élections ne sont pas notre priorité aujourd'hui. Le moment venu, nous devons évidemment nous positionner,

mais notre intérêt, comme travailleurs, ne se trouve pas dans le choix d'un parti bourgeois traditionnel, ou un autre dit alternatif, comme le PTB, pour remplir les conseils communaux ou les différents parlements.

Nos intérêts, nos besoins, comme classe, comme travailleurs, ne peuvent être atteints que par la victoire de nos luttes et le développement de notre force pour nous organiser et imposer nos revendications.

Avançons dans notre organisation

Malheureusement, le gouvernement et le patronat vont durcir leurs attaques, et les réformes récemment approuvées vont encore dégrader les conditions de vie de travailleurs. Malgré les importantes mobilisations et grèves en 2014 et 2015, le gouvernement a imposé sa volonté, sans rencontrer une opposition cohérente, capable de développer la mobilisation et de s'opposer aux plans d'austérité.

Nous devons tirer les leçons de nos luttes et nous rendre compte que, dans les faits, nous ne pouvons croire qu'en nos propres forces et non aux belles paroles des responsables syndicaux et politiques qui disent être du côté des travailleurs.

Cette grève est l'occasion d'avancer, dans nos discussions, dans nos actions et coordinations, pour construire un outil de lutte, contre les directions bureaucratiques qui nous trahissent et contre ces partis qui disent nous représenter. Nous devons concrètement construire la mobilisation en convoquant des réunions entre collègues, des assemblées syndicales, et voter des actions concrètes.

Retrait immédiat de tous les mandats politiques des personnes impliquées dans les affaires de corruption.

Remboursement et prison pour les coupables !

Construisons un outil pour notre organisation, nos luttes et nos victoires !



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Élan, 73 - 1170 Bxl